

Perspectives à long terme

L'impact de l'évolution démographique sur les dépenses publiques, moins pire qu'ailleurs

Retraites, dépendance, santé, éducation, la France est pour une fois bien placée



par François Ecalte

Il est rare que la situation et les perspectives des finances publiques soient plus favorables en France que dans les autres pays européens. Une publication récente de la Commission européenne montre que c'est le cas s'agissant de l'impact du vieillissement de la population sur les dépenses publiques à long terme.

Les projections de la Commission s'appuient sur les perspectives démographiques à l'horizon de 2070 établies par Eurostat en lien avec les instituts statistiques nationaux. Elles reposent également sur des hypothèses économiques (taux de participation et d'emploi, gains de productivité...) validées par un comité rassemblant les représentants des ministères de l'Économie des États membres.

Moindre augmentation du taux de dépendance en France

Le taux de dépendance démographique (rapport entre la population de plus de 65 ans et la population de 15 à 64 ans) passerait de 30 % en 2016 à 52 % en 2070 dans l'Union européenne. Grâce notamment à leurs taux de fécondité, c'est en Suède et en France qu'il augmenterait le moins (de 30 à 45 % en France).

Les dépenses publiques de retraite seraient dans l'Union européenne à peu près au même niveau en 2070 qu'en 2016 (11,0 % du PIB). La France figure parmi les trois pays où elles baisseraient le plus (de 15,0 à 11,8 % du PIB). Elles passeraient de 10,1 à 12,5 % du PIB en Allemagne.

Les dépenses publiques associées à la dépendance augmenteraient dans tous les pays tout en restant à un niveau (environ 3,0 % du PIB en 2070) limité au regard de celui des dépenses de retraite et santé. Elles sont toutefois partout difficiles à mesurer et les comparaisons internationales sont très fragiles.

"Les dépenses publiques de retraite seraient dans l'Union européenne à peu près au même niveau en 2070 qu'en 2016 (11,0 % du PIB). La France figure parmi les trois pays où elles baisseraient le plus"

Les dépenses publiques de santé passeraient de 6,8 % du PIB en 2016 à 7,7 % en 2070 dans l'Union européenne. Elles augmenteraient moins en France (de 7,9 à 8,3 % du PIB) et plus au Royaume-Uni (de 7,9 à 9,4 %).

Dans l'ensemble de l'Union européenne et dans la plupart des pays, les dépenses publiques d'éducation varieraient peu à l'horizon de 2070 par rapport à 2016 (4,5 % du PIB en moyenne). En France, elles diminueraient de 4,8 % du PIB en 2016 à 4,4 % en 2070.

Le total des dépenses publiques dépendantes des évolutions démographiques augmenterait de 25,0 % du PIB en 2016 à 26,6 % en 2070 dans l'Union européenne. La France figure parmi les trois pays où ce total diminuerait le plus (de 31,0 à 28,0 %). Il augmenterait d'environ 4 points de PIB en Allemagne et au Royaume-Uni et diminuerait d'environ 0,3 point de PIB en Italie et en Espagne.

Ces éléments de prospective sont favorables à la France, mais les facteurs qui pourraient conduire à une situation plus dégradée en 2070 sont très nombreux. Ces travaux ne doivent donc pas nous dissuader de réduire les dépenses publiques à un horizon plus proche.

Le site www.fipeco.fr développe les analyses de François Ecalte.